



Sous Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone SCP 319.02

Convention collective de travail du 26 juin 2008 relative à la prime syndicale en Région wallonne

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail est applicable exclusivement aux travailleurs et employeurs des établissements et services d'éducation et d'hébergement qui sont agréés et/ou subsidiés par la Région Wallonne ainsi qu'aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés et dont l'activité principale se situe en Région wallonne, qui ressortissent à la SCP 319.02.

Article 2

On entend par travailleurs :
les employées et employés,
les ouvrières et ouvriers.

CHAPITRE 2 - MODALITES

Article 3

Afin de permettre le paiement par les organisations syndicales de la prime syndicale, les employeurs remettront à chaque travailleur en place au cours de l'année de référence, un formulaire complété de « demande de prime syndicale ».

Article 4

Ce formulaire, complété par l'employeur, sera remis aux travailleurs avec la fiche de paie du mois de janvier de l'année suivant l'exercice couvert par la prime.

Pour les travailleurs dont le contrat se termine en cours d'année, le formulaire, complété par l'employeur, sera remis en même temps que les documents sociaux de sortie, contre accusé de réception.

Article 5

Le modèle de formulaire de « demande de prime syndicale » est repris à l'annexe de la présente convention.

Article 6

Si l'asbl Primes syndicales constate qu'un employeur n'a pas diffusé le formulaire visé à l'article 3, à l'ensemble du personnel, elle lui adresse un courrier de rappel, avec copie au Président de la Sous-Commission paritaire.

L'employeur dispose d'un délai de 30 jours à dater de la réception du rappel, pour envoyer ledit formulaire. A défaut, le Président de la SCP convoque un bureau de conciliation. En cas de carence de l'employeur ou en l'absence d'accord, l'employeur sera tenu de verser à l'asbl « Primes syndicales » le montant correspondant au nombre de primes qui n'ont pas pu être prises en compte par le pouvoir subsidiant.

Le cas échéant, l'employeur pourra obtenir, auprès de l'asbl « Primes syndicales », le remboursement du montant visé au paragraphe précédent s'il s'avère que ce montant est finalement pris en compte par la Région Wallonne.

Ce dispositif fera l'objet d'une évaluation par la Sous-Commission paritaire un an après l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE 3 - MONTANT DE LA PRIME

Article 7

En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009 du 28 février 2007, la prime syndicale et son évolution sont équivalentes à celles accordées aux travailleurs de la fonction publique.

CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

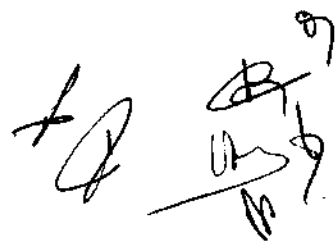
Article 8

Pour les travailleurs qui, en application de l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009, ne sont pas couverts par le financement de la prime par la Région wallonne, les employeurs sont tenus de verser un montant équivalent au financement de la Région wallonne majoré des frais de gestion tel que prévu par l'accord précité sur base d'une facture qui leur sera adressée par l'asbl « Primes Syndicales ».

CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS FINALES

Article 9

Les conventions collectives de travail conclues au sein des établissements et services, contenant ou prévoyant des dispositions plus avantageuses pour les travailleurs, restent d'application.



Article 10

Les parties conviennent d'informer le Gouvernement de la Région Wallonne de la bonne exécution de la présente convention.

Article 11

Elle remplace à partir du 26 juin 2008 la convention collective de travail du 3 décembre 2007 (N° enregistrement 86804) relative à la prime syndicale en Région Wallonne, à l'exception du 3^{ème} paragraphe de l'article 4 et de l'article 8 relatifs à des dispositions particulières et transitoires pour les années 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 26 juin 2008 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis d'un an envoyé par courrier recommandé au Président de la SCP 319.02

annexe à la CCT du 26 juin 2008

ASBL PRIMES SYNDICALES

Demande de prime syndicale pour l'année de référence.....(2)

La prime peut être payée aux conditions suivantes :

- la demande doit être rentrée par le travailleur à son organisation syndicale avant le 31 mars de l'année suivant l'exercice couvert par la prime.
- l'attestation d'occupation (verso) doit être préalablement complétée par l'employeur

CASE A (à remplir par l'organisation syndicale et/ou le travailleur)

Identification du travailleur

Nom et prénom

Rue :

n°

O. : ouvrier (1)

E. : employé (1)

Code postal

Localité :

Centrale syndicale :

Numéro d'affiliation :

Cotisation temps plein (1)

Date d'affiliation :

Cotisation temps partiel (1)

CASE B (à remplir par l'organisation syndicale)

Modalités de paiement

Seuls les montants ci-dessous
seront pris en compte

Pour les affiliés au 01/01

Cotisation temps plein :

Prime :€

Cotisation temps partiel :

Prime :€

Pour les affiliés au 01/07

Cotisation temps plein :

Prime :€

Cotisation temps partiel :

Prime :€

CASE C (à remplir par l'affilié)

Je déclare avoir reçu de mon organisation syndicale (1)

Je déclare avoir demandé à mon organisation syndicale de verser sur mon compte bancaire (1)

N°

La somme de (en lettres) :

Et n'avoir introduit pour l'année.....(2) qu'un seul formulaire de demande par période de travail.

Date :

Signature

(1) Biffer la mention inutile (2) compléter

ATTESTATION D'OCCUPATION

A remplir par l'employeur

Obligatoirement remplie et remise par l'employeur annuellement, selon les modalités définies par la CCT du 26.6.2008 relative à la prime syndicale, à **tous** les travailleurs relevant de la SCP 319.02 et occupés au cours de l'année.....(2) dans un établissement agréé et/ou subsidié par la Région Wallonne ou dans un établissement exerçant les mêmes activités et qui n'est ni agréé ni subventionné et donc l'activité principale se situe en Région wallonne.

Je soussigné,

Représentant le service :

NOM

ADRESSE

N° D'IDENTIFICATION

N° D'ONSS

SECTEUR (1)

- Agréé et/ou subventionné AWIPH
- L.N.H. (*Service de la Ligue Nationale pour personnes Handicapées et services spécialisés*, non subventionné par l'AWIPH pour le travailleur concerné) (3)
- Ni agréé ni subventionné AWIPH (3)
- Maisons d'accueil, Maisons de vie communautaire, Abris de nuit, Maisons d'hébergement de type familial
- D Autres (à préciser) (3)

Les services relevant d'un agrément ou d'une autorisation de prise en charge délivrés par l'AWIPH doivent impérativement dans la case ci-dessous noter leur numéro d'identification « AWIPH » commençant par trois lettres (MAH, SAC, SAP, AVJ, SAN ou APC) et finissant par trois chiffres.

--	--	--	--	--	--	--

Déclare que :

NOM - Prénom

ADRESSE

A été occupé(e) par le service précité pendant l'année du
au(2)

Cachet de l'institution

Date

Signature

(1) Cocher la bonne mention (2) compléter

(3) Dans ce cas, le service sera débiteur à l'asbl « Primes syndicales » de la prime payée majorée des frais de gestion. Ce document dûment complété vaut pour acceptation de ceci.



**Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2008 betreffende de
vakbondspremie in het Waalse Gewest**

HOOFDSTUK I - Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten die erkend en/of gesubsidieerd zijn door het Waalse Gewest, alsook op de werknemers en op de werkgevers van de inrichtingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en die noch erkend noch gesubsidieerd zijn en waarvan de hoofdactiviteit gevestigd is in het Waalse Gewest, die ressorteren onder het PSC 319.02.

Artikel 2

Onder werknemers wordt verstaan :

- de mannelijke en vrouwelijke bedienden
- de werklieden en werksters

Artikel 3

Teneinde de betaling van de vakbondspremie door de vakorganisaties mogelijk te maken, bezorgen de werkgevers aan elke werknemer die in dienst is in de loop van het referentiejaar een ingevuld formulier "aanvraag voor vakbondspremie".

Artikel 4

Dit formulier, ingevuld door de werkgever, zal aan de werknemers worden bezorgd samen met de loonfiche van de maand januari van het jaar dat volgt op het boekjaar dat gedekt is door de premie.

Voor de werknemers wier overeenkomst wordt beëindigd in de loop van het jaar zal het formulier, ingevuld door de werkgever, worden bezorgd tegelijkertijd met de sociale uitgangsdOCUMENTEN, tegen bericht van ontvangst.

Artikel 5

Het modelformulier "aanvraag voor vakbondspremie" is overgenomen als bijlage 1 bij deze overeenkomst.

Artikel 6

Als de vzw Vakbondspremies vaststelt dat een werkgever het formulier bedoeld in artikel 3 niet heeft uitgedeeld aan al het personeel, verzendt zij een herinneringsbrief, met kopie aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité.

De werkgever beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf de ontvangst van de herinnering om dit formulier te verzenden. Bij gebreke daarvan roept de Voorzitter van het PSC een verzoeningsbureau bijeen. In geval van onvermogen van de werkgever of bij gebreke van een akkoord zal de werkgever aan de vzw Vakbondspremies het bedrag moeten storten dat overeenstemt met het aantal premies die niet konden worden in rekening genomen door de subsidiërende overheid.

Desgevallend kan de werkgever bij de vzw "Vakbondspremies" de terugbetaling verkrijgen van het bedrag bedoeld in de vorige paragraaf als blijkt dat dit bedrag uiteindelijk in rekening genomen wordt door het Waalse Gewest.

Deze maatregel zal worden geëvalueerd door het Paritair Subcomité een jaar na de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK 3 - BEDRAG VAN DE PREMIE

Artikel 7

In toepassing van het tripartiete kaderakkoord voor de Waalse privé non-profitsector 2007-2009 van 28 februari 2007 zijn de vakbondspremie en de evolutie ervan gelijkwaardig met die welke toegekend wordt aan de werknemers van de overheidssector.

HOOFDSTUK 4 - BIJZONDERE BEPALINGEN

Artikel 8

Voor de werknemers die, bij toepassing van het tripartiete akkoord voor de Waalse privé non-profitsector 2007-2009, niet gedekt zijn door de financiering van de premie door het Waalse Gewest, zijn de werkgevers verplicht een bedrag te storten dat gelijkwaardig is aan de financiering van het Waalse Gewest vermeerderd met de beheerskosten zoals bepaald door het voornoemde akkoord op basis van een factuur die aan hen zal worden gericht door de vzw "Vakbondspremies".

HOOFDSTUK 5 - SLOTBEPALINGEN

Artikel 9

De collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in de inrichtingen en diensten die bepalingen omvatten die gunstiger zijn voor de werknemers blijven van toepassing.

Artikel 10

De partijen komen overeen om de Regering van het Waaise Gewest op de hoogte te houden van de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 11

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op 26 juni 2008. Zij kan worden opgezegd met een opzeggingstermijn van een jaar per aangetekende brief aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité 319.02.

Zij vervangt vanaf 26 juni 2008 de collectieve arbeidsovereenkomst van december 2007 (registratienummer 86804) betreffende de vakbondspremie in het Waaise Gewest, met uitzondering van de derde paragraaf van het artikel 4 en het artikel 8 betreffende bijzondere en overgangsbepalingen voor de jaren 2003, 2004, 2005, 2006 en 2007.

VAK C (in te vullen door het lid)

Ik verklaar te hebben ontvangen van mijn vakorganisatie (1)

Ik verklaar aan mijn vakorganisatie te hebben gevraagd om op mijn bankrekening te storten (1)

Nr...

Het bedrag van (in letters) :

En voor het jaar.....siechts één enkel aanvraagformulier te hebben ingediend per arbeidsperiode.

Datum :

Handtekening

(1) Schrappen wat niet past (2) vervolledigen

TEWERKSTELLINGSATTEST

In te vullen door de werkgever

Jaarlijks verplicht in te vullen en te overhandigen door de werkgever, volgens de modaliteiten bepaald door de CAO van 26.6.2008 betreffende de vakbondspremie, aan **alle** werknemers die behoren t t het PSC 319.02 en tewerkgesteld werden in de loop van het jaar... (2) in een erkende en/of gesubsidieerde inrichting door het Waalse Gewest of in een inrichting die dezelfde activiteiten uitoefent en die noch erkend noch gesubsidieerd wordt en waarvan de hoofdactiviteit zich in het Waalse Gewest situeert.

_____ Ik ondergetekende,

Vertegenwoordiger van de dienst :

NAAM
ADRES
IDENTIFICATIENUMMER
RSZ-NUMMER
SECTOR(1)

- Erkend en/of gesubsidieerd AWIPH
- N.L.G. (Dienst van de Nationale Liga voor Gehandicapten en gespecialiseerde diensten, niet gesubsidieerd door het AWIPH voor de betrokken werknemer (3)
- D Noch erkend noch gesubsidieerd AWIPH (3)
- D Opvangtehuizen, Tehuizen voor gemeenschappelijk wonen, Nachttehuizen, Familiale huisvesting
- Andere (te preciseren) (3)

De diensten die afhankelijk zijn van een erkenning of een ten laste neming door de AWIPH moeten **imperatief** in het vak hieronder hun identificatienummer bij de AWIPH vermelden. Dit nummer begint met drie letters (MAH, SAC, SAP, AVJ, SAN of APC) en eindigt met drie cijfers.

Verklaart dat :

NAAM-Voornaam
ADRES

Werd tewerkgesteld door voornoemde dienst gedurende het jaar
.....van.....tôt.....(2)

Stempel van de instelling

Datum

Handtekening

(1) de juiste vermelding aankruisen (2) Vervolledigen

(3) In dit geval zal de dienst débiteur zijn aan de vzw "Vakbondspremies" van de betaalde premie verhoogd met de beheerskosten. Dit naar behoren ingevuld document geldt als aanvaarding hiervan.